

BORDJ-BOU-ARRÉRIDJ

La ségrégation urbaine prend de l'ampleur

La population du chef-lieu de wilaya de Bordj-Bou-Arréridj assiste impuissante à la naissance d'un nouveau danger qui menace la cité. Aujourd'hui, et encore plus dans les années à venir : la ségrégation de l'espace.

Une ségrégation entre d'un côté les nantis de plus en plus abrités derrière leurs forteresses privées soigneusement isolées et de l'autre les exclus et les pauvres qui habitent les grands ensembles d'habitation, où prolifère une jeunesse violente autodéclarée, où les airs de jeux et les espaces verts font gravement défaut.

Ces grands ensembles d'habitation hideux et sans âme, on les appelle les (1800-logts, 500-logts, 350-logts, 750-logts et les 800-logts). Chez les habitants domine un sentiment d'humiliation et d'injustice.

Chacun sait aujourd'hui la formidable croissance des inégalités économiques et sociales que la population observe depuis trois décennies qui se traduit par une dualisation urbaine, où l'on voit à la périphérie de la ville des ghettos, route de Medjana, où la construction illicite fait rage, à l'entrée du village de Guemmour



Photo : DR

des habitations rurales ressemblant à des favelas pour ne citer que ces deux endroits. Simultanément, on assiste à l'essor de quartiers privilégiés, de plus en plus isolés.

Il est frappant de constater l'absence d'une politique rationnelle d'urbanisation ; la population se demande si dans la wilaya de Bordj-Bou-Arréridj, il y a un pilote à la direction de l'urbanisme pour empêcher ce massacre.

La ségrégation urbaine est la même à travers toute l'Algérie.

Dans les quartiers privilégiés, qui vivent de plus en plus en autarcie sociale, les habitants qui tendent à s'identifier aux «manipulateurs de symbole» ont accès à de nombreuses commodités.

Ces nouvelles catégories urbaines fondent leur cohésion moins sur la proximité géographique et l'appartenance à une nation ou à une ville que sur

le partage des modes de vie et d'espaces exclusifs.

L'émergence de la ségrégation urbaine a un coût global dans le fonctionnement de la société. Tout porte à le penser : la ségrégation urbaine pèse incontestablement sur l'activité de la société, le bien-être des personnes, la cohésion et la justice sociale et donc sur l'ensemble de la population.

Layachi Salah Eddine

COMMERCE INFORMEL À SÉTIF

La loi existe-t-elle ?

Sétif, la capitale des Hauts-Plateaux, véritable pôle économique, jadis réputée par sa propreté et son organisation, est devenue par la force des choses une ville où l'anarchie règne. Jamais la ville n'a connu une telle situation.

Une ville où l'informel chasse le formel. Il suffit de faire un tour au niveau de l'avenue Abacha-Amar pour voir l'ampleur des dégâts. Une rue a été complètement fermée à la circulation automobile par des vendeurs de l'informel sans que les pouvoirs publics ne daignent intervenir.

Aussi, une station de bus a été carrément délocalisée, non pas parce qu'elle gênait la circulation, mais plutôt le marché de l'informel qui s'est agrandi de plusieurs mètres carrés sans que cela n'offusque les responsables de la cité. Dans ce no man's land où s'applique la loi de la jungle, l'Etat n'existe pas. En plus de l'insécurité qui y règne, tout se vend et tout s'achète dans ce marché, même l'interdit.

Autre constat, juste après la rupture du jeûne, les rues du centre-ville de Sétif se transforment en un véritable bazar à ciel ouvert. Squattant trottoirs et chaussées, des jeunes étalent leurs marchandises made in à même le sol provoquant des embouteillages énormes, et interdisant parfois la circulation automobile. Même la façade du bureau de poste du centre-ville n'a pas été épargnée et s'est transformée en une vitrine où sont exposés des robes et autres effets vestimentaires.

D'autres installent carrément leur barbecue sur la chaussée. Et en quelques instants l'air devient irrespirable et la fumée enveloppe tous les quartiers avoisinants. Les malheureux riverains sont obligés de fermer les fenêtres en ces journées de canicule. Ces derniers ont adressé une pétition au chef de sûreté de Sétif pour mettre fin à leur calvaire, mais rien n'a été fait jusqu'à ce jour.

Autre phénomène qui commence à prendre de l'ampleur, celui des agressions des policiers. Des agents de l'ordre ont été victimes

d'agressions perpétrées non pas par des inconnus mais par des gens qui ont pignon sur rue. Dernièrement, c'est au niveau du marché couvert de Sétif que deux policiers ont été pris à partie par des vendeurs. Les deux représentants de l'ordre ont été blessés. Autre scène qui s'est déroulée en ce mois de Ramadan.

Une bagarre éclate entre deux bouchers au niveau du marché couvert, les deux protagonistes utilisent couteaux et autres outils. Les badauds se sont rassemblés en grand nombre pour assister à la scène.

Puis arrive un officier de police en civil, bombant son torse et exhibant fièrement son talkie-walkie devant l'assistance.

Il venait probablement passer un peu de temps. En voyant les deux bouchers aux prises

avec des couteaux, notre officier de police ne trouva pas mieux que de dissimuler son poste émetteur dans la poche de son pantalon et de se fondre dans la foule pour ne plus réapparaître.

«On voit actuellement que nos policiers n'ont aucune instruction, capacités et aptitudes physiques pour faire face aux voyous et aux délinquants. On ne recrute pas des nains pour en faire des gorilles.

A peine ces pauvres policiers arrivent-ils à se protéger eux-mêmes qu'on leur demande de protéger les citoyens ? Notre police est devenue tout simplement de l'emploi de jeunes», nous ont affirmé plusieurs citoyens. Y a-t-il donc une autorité à Sétif pour mettre fin à cette anarchie ?

I. S.

La rentrée scolaire en point de mire

Afin d'assurer une rentrée scolaire dans de bonnes conditions, la direction de l'éducation de la wilaya de Sétif a entamé, dès mercredi dernier, une série de réunions avec les responsables des établissements scolaires et les inspecteurs de l'éducation nationale.

La première réunion qui a regroupé les proviseurs de lycée et les inspecteurs a été l'occasion pour le directeur de l'éducation de donner des instructions et des recommandations pour une réussite totale de cette rentrée scolaire.

La modernisation de la gestion administrative et financière a été débattue durant cette réunion. A cet effet, le directeur de l'éducation a insisté sur le fait d'associer les partenaires sociaux, notamment les associations des parents d'élèves dans la gestion du lycée.

Aussi, le premier responsable du secteur de l'éducation à Sétif a saisi cette opportunité pour sensibiliser les proviseurs et inspecteurs afin de réaliser de meilleurs résultats l'année prochaine. Les autres réunions programmées au courant de cette semaine concerneront les directeurs de CEM et les inspecteurs du moyen et du primaire. Côté infrastructures, la

wilaya de Sétif réceptionnera, dès la rentrée scolaire, quatre nouveaux lycées (avec demi-pension) et trois UDS (unité de dépistage et de suivi). Une école privée ouvrira ses portes cette année ce qui porte à trois leur nombre à Sétif.

Pour ce qui est de l'encadrement, le secteur bénéficiera de l'apport de 42 professeurs de l'enseignement secondaire sortant de l'ENS, ainsi que du recrutement de 334 professeurs, 148 agents administratifs et de 36 agents spécialisés.

Des directives ont été données aux responsables des établissements scolaires de la wilaya de Sétif pour fixer la moyenne d'occupation par classe à 34 élèves. Notons que cette année, la rentrée scolaire touchera plus de 370 000 élèves répartis comme suit : 49 900 élèves dans le cycle secondaire (75 lycées), 139 169 dans le cycle moyen (198 CEM), et 164 213 dans le cycle primaire (830 écoles) dont 19 076 élèves du cycle préparatoire.

Pour ce qui est de l'encadrement, le secteur de l'éducation à Sétif compte 23 662 fonctionnaires.

I. S.

TIARET

Nette régression des agressions

Contrairement au mois de Ramadan de l'année dernière, où l'on a enregistré plusieurs actes d'agression, de vol ou de cambriolage de jour comme de nuit au point de créer une vive inquiétude parmi la population, cette année les choses semblent bien se passer à Tiaret, même si quelques cas de coups et blessures volontaires survenus lors de disputes sont signalés durant les dix premiers jours comme l'atteste si bien un état d'admission de blessés aux UMC de l'hôpital.

Cette régression aussi sensible que rassurante aux yeux des citoyens est due, selon le responsable du service de la police judiciaire de la wilaya de Tiaret, au déploiement massif des services de sécurité à travers les différents quartiers de la ville, même les plus reculés, comme Oued Tolba, Zaâroua et Sonatiba. La même source indique que presque 80% des effectifs de la police que ce soit en civil ou en tenue sont sur le terrain depuis le début du mois sacré pour parer à toute éventualité.

L'autre argument qui justifie cette accalmie réside dans le fait qu'un groupe d'individus issus des milieux de la pègre a été neutralisé par les services de sécurité avant le mois de Ramadan. Ce déploiement devrait se poursuivre tout le long du mois sacré pour permettre aux familles de sortir en toute quiétude d'autant que ces dernières sont contraintes à effectuer ces jours-ci leurs achats en prévision de la rentrée scolaire. L'ambiance remarquée à travers les principaux boulevards de la ville dès la rupture du jeûne dénote bel et bien du climat de sécurité que connaît la cité des Rostomide, du moins pour la première décade du carême.

Mourad Benameur

TÉBESSA

Plus de 33 milliards de dinars pour les routes

Plus de 33 milliards de dinars seront investis dans le secteur des travaux publics au titre du quinquennal 2010-2014 pour le financement de 59 opérations jugées «prioritaires», indique-t-on mercredi à la direction concernée.

Ces opérations, destinées à développer le secteur des infrastructures de base dans la wilaya, tenant compte de son importance pour l'économie nationale, porteront, entre autres, sur la modernisation et la réhabilitation de 160 km de routes nationales et de wilaya, la réalisation de 55 km de doubles voies, la construction de 5 contournements et de 8 ouvrages d'art, en plus de la réalisation d'une seconde trémie au chef-lieu de wilaya.

La wilaya de Tébéssa avait investi plus de 23,6 milliards de dinars durant le précédent programme quinquennal (2005/2009) pour la modernisation et la réhabilitation de son réseau routier, a-t-on rappelé à la direction des travaux publics (DTP).

Cet effort a permis de financer, au total, 61 opérations dont 33 ont été inscrites au titre du programme spécial de développement des Hauts-Plateaux pour plus de 12,8 milliards de dinars, a-t-on précisé.

Les opérations retenues et qui se poursuivent sur le terrain à un rythme soutenu ont été notamment consacrées, jusqu'à l'heure actuelle, à la réhabilitation de 280 km de routes nationales, 226 km de chemins de wilaya et plus de 511 km de chemins communaux, a-t-on également ajouté de même source, relevant que les tronçons achevés ont consommé, jusqu'à fin mai dernier, près de 5 milliards de dinars pour les routes nationales et plus de 2,6 milliards de dinars pour les chemins de wilaya.

Le même programme quinquennal a également pris en charge la réalisation de 12 maisons cantonnières (dont 9 sont achevées et opérationnelles), l'élargissement des virages dangereux, la réalisation de nouveaux ronds-points et la mise en place de nouvelles plaques de signalisation en différents endroits du réseau routier.

APS